

L'État

L'État protège-t-il la liberté ou la menace-t-il ?

Ce que tu vas savoir faire

Définir la notion, discuter des thèses et construire une réponse argumentée.

À revoir avant de commencer

La distinction opinion / argument ; les notions liées indiquées en page 2.

1 Le cours

Définir la notion

L'État est une organisation politique durable qui exerce une autorité sur une population et un territoire par des institutions. Il se distingue du gouvernement qui dirige temporairement et de la société, composée d'individus et de groupes aux relations multiples.

Un pouvoir commun peut rendre la sécurité possible

Sans règles reconnues et sans puissance capable de les faire respecter, les conflits peuvent devenir permanents. L'État promet de protéger les personnes et de stabiliser leurs relations. Expliquer cette fonction ne suffit toutefois pas à justifier n'importe quelle forme de pouvoir.

Le pouvoir politique doit être institué et limité

Une autorité capable de protéger peut aussi opprimer. Séparation des pouvoirs, contrôle des décisions, droits et participation politique visent à prévenir l'arbitraire. L'obéissance ne se justifie donc pas seulement par l'efficacité : elle suppose une réflexion sur l'intérêt commun et la légitimité.

La liberté politique dépasse l'absence d'intervention

Des lois peuvent garantir les libertés en empêchant la domination privée. Mais l'État peut également surveiller ou exclure. Il faut comparer les conditions concrètes de l'indépendance, l'égalité devant les règles et la capacité des citoyens à participer à leur élaboration.

Distinctions et repères à maîtriser

Public / privé : relevant d'un espace ou d'une autorité communs / relevant des personnes et de leurs activités propres, selon des frontières discutées.

Légal / légitime : conforme au droit en vigueur / justifiable par des principes reconnus comme valables.

Origine / fondement : conditions d'apparition / raisons qui justifient une autorité.

Auteurs, exemples et méthode

2 Trois auteurs pour penser le problème

Les thèses ci-dessous sont reformulées. Les références servent à retrouver les textes ; elles ne constituent pas des citations à réciter.

Hobbes

Léviathan, chapitres XIII et XVII

L'absence d'un pouvoir commun conduit à l'insécurité. L'institution du souverain cherche à établir la paix ; l'état de nature est un modèle d'analyse, non un récit historique à apprendre comme un fait.

Rousseau

Du contrat social, livre I, chapitres VI-VIII

Le pacte vise une association où l'obéissance à la loi commune puisse être compatible avec la liberté. La volonté générale ne se confond pas avec une somme d'intérêts privés.

Montesquieu

De l'esprit des lois, livre XI, chapitre VI

La distribution des pouvoirs cherche à empêcher les abus. La liberté politique dépend d'institutions qui empêchent la concentration arbitraire de la puissance.

3 Un exemple analysé

Une mesure de surveillance au nom de la sécurité

Elle peut protéger contre une menace, mais toucher la vie privée. Il faut examiner nécessité, proportion, durée, contrôle et recours. Le seul mot sécurité ne suffit pas à la justifier ; la seule présence d'une restriction ne suffit pas non plus à démontrer la tyrannie.

4 Les pièges à éviter

- Confondre État, gouvernement et nation.
- Présenter le contrat social comme un événement historiquement attesté.
- Identifier la volonté générale à toute décision d'une majorité, sans autre examen.

Méthode : mobiliser une référence

1. Formule l'idée que tu défends.
2. Explique l'argument de l'auteur et son lien avec la question.
3. Analyse un exemple, puis examine une limite ou une objection. Le nom d'un philosophe ne remplace jamais un raisonnement.

Liens avec les autres notions : Justice · Liberté · Devoir

Dissertation, exercices et corrigés

5 Construire un problème et une progression

Sujet : L'État est-il l'ennemi de la liberté ?

Problématique possible. L'État impose des règles et dispose de la force ; pourtant il peut protéger des violences et de l'arbitraire. Il faut distinguer liberté sans règles, droits garantis et autonomie politique.

I. L'État limite des possibilités d'action. Lois, sanctions et surveillance peuvent restreindre l'indépendance ; un pouvoir sans limites devient oppressif.

II. Un pouvoir commun peut garantir les libertés. Sécurité, droits et arbitrage empêchent que la force privée décide seule. Hobbes éclaire la fonction pacificatrice.

III. La question décisive est celle des institutions légitimes. Participation et contrôle permettent d'articuler puissance publique et liberté. Rousseau et Montesquieu ouvrent deux voies d'analyse complémentaires à discuter.

Ce parcours est une proposition à développer, pas un plan universel. La transition doit expliquer pourquoi la réponse précédente ne suffit pas.

6 Exerce-toi et teste-toi

Exercice. Explique pourquoi une loi peut réduire une liberté immédiate tout en protégeant une liberté commune. Prends un exemple précis.

QCM · Une seule réponse par question.

- 1. Le gouvernement est...** A. le territoire national · B. une direction temporaire de l'État · C. identique à toute la société
- 2. Pour Montesquieu, limiter l'abus exige...** A. un chef sans contrôle · B. une distribution des pouvoirs · C. la suppression des lois
- 3. La légitimité porte sur...** A. la justification de l'autorité · B. la seule efficacité · C. la seule ancienneté

7 Corrigés et essentiel à retenir

Exercice · Proposition. Interdire certaines nuisances limite l'action de leur auteur, mais protège la possibilité pour chacun d'habiter ou de circuler sans subir l'arbitraire d'autrui. Il faut distinguer pouvoir faire tout ce que l'on veut et disposer de droits compatibles. La justification dépend aussi de la proportion de la mesure et de l'égalité de son application.

QCM. 1. B : une direction temporaire de l'État · 2. B : une distribution des pouvoirs · 3. A : la justification de l'autorité.

L'essentiel à retenir

L'État peut protéger ou opprimer. Sa justification exige de relier sécurité, droits, intérêt commun et limites institutionnelles du pouvoir.

Programme : Éduscol · Philosophie, terminale générale. Références d'auteurs : page 2.

Synthèse originale de révision · À compléter par le cours et l'œuvre étudiée en classe · Vérification du programme : 19 octobre 2026.